

L'Initiative pour le financement de projets urbains de l'UPM

Depuis l'élection au poste de secrétaire général, en 2012 (réélu en 2014), du Marocain Fathallah Sijilmassi, l'Union pour la Méditerranée (UPM) connaît une dynamique de travail de premier ordre au service de l'objectif visant à faire émerger un espace euro-méditerranéen de stabilité et de prospérité partagée, malgré les crises que connaît cette région. Lors de la conférence ministérielle des 9 et 10 novembre 2011 à Strasbourg sur le développement urbain durable, les ministres concernés des 43 pays de l'Union pour la Méditerranée (UPM) ont décidé de favoriser des projets de développement urbain durable dans les villes du sud et de l'est de la Méditerranée.

C'est dans ce cadre que, sous l'égide du secrétaire général de l'UPM, a été conçue l'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI). Cette Initiative, qui est codirigée par l'Agence Française de Développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) avec la participation de la Caisse des Dépôts et Consignations (France), la Banque de développement KfW (Allemagne), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Organisation finlandaise pour la coopération et le développement (Fida), est l'un des piliers de la stratégie euro-méditerranéenne de développement urbain durable.

C'est un programme d'assistance technique de l'Union pour la Méditerranée visant à

garantir la viabilité des projets et à développer les capacités régionales en favorisant les synergies entre les dimensions sociales, économiques et environnementales en matière d'infrastructures.

À travers l'Initiative pour le financement de projets urbains, l'Union pour la Méditerranée souhaite identifier et sélectionner des projets de développement urbain «durables et innovants offrant des solutions basées sur une approche ascendante, reproductibles à l'échelle régionale et répondant aux énormes défis du développement urbain auxquels la région doit faire face suite à l'importante mutation démographique qui s'y est produite». L'UPM compte mobiliser un investissement urbain de 5 milliards d'euros réparti sur 27 projets urbains dans neuf pays du pourtour méditerranéen.

Sélection des trois premiers projets

D'ores et déjà, trois projets bénéficiaires ont été identifiés : le renforcement de l'intégration d'Imbaba, l'une des zones urbaines les plus peuplées et les moins aménagées d'Égypte, au sein de la ville du Caire, la réhabilitation



des plages de Sfax (Tunisie) et la création de 420 hectares de terre pour étendre la région métropolitaine et le projet d'aménagement de la vallée du Bouregreg, dans la région de Rabat.

L'UPM compte affecter 394 millions d'euros au projet de Bouregreg. Considéré comme un des chantiers emblématiques voulus par le Roi Mohammed VI, le Projet d'aménagement de la

vallée du Bouregreg séduit et inspire confiance quant à sa conception et à son modèle. L'objectif est de permettre à ce projet de développer de nouveaux quartiers professionnels et résidentiels, des services et des espaces publics tels qu'un hôpital métropolitain et la réhabilitation de la citadelle de Chellah, parmi d'autres actions environnementales.

L.M.

Crise migratoire en Méditerranée ?

De nombreux Syriens fuyant la guerre choisissent désormais de tenter un périple risqué vers l'Europe plutôt que de s'établir ou de rester dans les pays voisins déjà débordés par les réfugiés et où l'aide humanitaire a fondu.

Jusqu'ici, les réfugiés syriens s'établissaient majoritairement de l'autre côté des frontières syriennes, en Turquie, au Liban ou en Jordanie. Mais cette tendance a changé ces derniers mois.

«Parmi les Syriens que nous avons interrogés cette année, beaucoup envisagent de faire le dangereux voyage pour tenter de rejoindre l'Europe via l'Afrique du Nord ou la Turquie», indique Adam Coogler, chercheur au Moyen-Orient pour l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch.

L'arrivée de dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, partis aussi d'autres pays comme l'Irak ou l'Érythrée, confronte ainsi l'Europe à la plus grave crise migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'afflux de Syriens pourrait s'y poursuivre car quatre millions d'entre eux se sont réfugiés dans les pays voisins depuis quatre ans, selon le Haut commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR).

«De nombreux réfugiés expliquent que l'absence d'aide humanitaire ainsi que l'incapacité de travailler légalement dans les pays voisins les obligent à choisir entre un retour en zone de conflit en Syrie ou un périple vers l'Europe», souligne M. Coogler.

Manque de fonds

«Ce que nous voyons est la conséquence du sous-investissement (de la communauté internationale) dans les besoins des pays voisins», déclare à l'AFP le représentant du HCR en Jordanie Andrew Harper.

«Si vous ne fournissez pas des ressources à des pays comme la Jordanie pour répondre aux obligations d'assistance et de protection (des réfugiés), alors les gens vont aller là où ils peuvent trouver cette protection, en Europe», poursuit-il.

Or la communauté internationale s'est montrée peu empressée à soutenir les réfugiés au Moyen-Orient.

L'appel de fonds lancé par l'ONU en faveur des réfugiés syriens pour l'année 2015 n'a été financé jusqu'ici qu'à hauteur de 41%, contraignant le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) à réduire cet été son aide à ces réfugiés au Liban et en Jordanie.

«Les familles ont recours à des moyens extrêmes pour tenir, certains retirent leurs enfants de l'école, se privent de repas et s'endettent pour survivre. Les effets à long terme peuvent être dévastateurs», avait mis en garde le directeur régional du PAM, Muhannad Hadi au début de l'été.

Changement fondamental

Le Liban et la Jordanie peinent en effet à répondre seuls aux besoins des réfugiés qui ont afflué sur leur territoire, selon M. Harper. Plus de 1,1 million de Syriens ont trouvé refuge au Liban.



Ils sont 600.000 en Jordanie selon le HCR, 1,4 million selon le gouvernement jordanien, soit 20% de la population du royaume.

Outre la réduction significative de l'aide humanitaire, «l'augmentation des restrictions posées par les pays voisins», explique leur désir de se tourner vers l'Europe, souligne le responsable du HCR. Les réfugiés n'ont généralement pas le droit de travailler en Liban et en Jordanie.

En Jordanie par exemple, il y a désormais beaucoup plus de départs de réfugiés que d'arrivées. Cet été, le HCR estime qu'un millier de Syriens par semaine sont même retournés dans leur pays.

«Ce changement fondamental n'est pas motivé par une amélioration de la situation en Syrie», souligne M. Harper. «L'explication est que les gens sont en train de perdre le

sens de l'espoir», dit-il.

Un porte-parole des quelque 80.000 réfugiés syriens du camp jordanien de Zaatari (nord), Abou Al-Yaman, confirme que le recul de l'aide humanitaire pousse les Syriens installés en Jordanie à se tourner vers l'Europe.

Tenter le périple vers l'Europe, «oui c'est un risque à prendre. Mais certains ne peuvent plus résister surtout que le monde ignore notre souffrance et que les aides humanitaires sont de plus en plus rares», témoigne Mohamed al-Hariri un réfugié de Zaatari venu de Deraa (sud de la Syrie).

«Qu'est ce que vous attendez de nous? Qu'on meure en silence?», interroge-t-il. «Le Syrien a deux choix: soit revenir et mourir dans son pays, soit émigrer».

Source:AFP